

BDS remporte une nouvelle victoire : Veolia vend ses activités en Israël

- La campagne BDS a fait perdre à Veolia des milliards de dollars de contrats
- Avec la vente de ses parts dans le tramway de Jérusalem, Veolia s'est complètement retiré du marché israélien.

Palestine occupée, 1^{er} septembre 2015 – Le mouvement Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) et ses partenaires internationaux célèbrent le retrait de la grande compagnie française Veolia du tramway de Jérusalem (JLR), un réseau ferroviaire illégal qui a été construit pour faciliter le développement et l'expansion des colonies israéliennes sur le territoire palestinien occupé.

La vente de ses parts dans le projet JLR met un terme à tous les engagements de Veolia sur le marché israélien, notamment tous les projets qui violent le droit international et les droits de l'homme du peuple palestinien.

Cette vente est la conséquence d'une longue campagne de boycott pendant 7 ans contre Veolia en raison de sa complicité dans l'occupation israélienne, qui lui a fait perdre des appels d'offre dans le monde entier d'une valeur estimée à plus de 20 milliards d'euros.

Veolia a vendu presque toutes ses activités commerciales en Israël en avril 2015 mais avait gardé jusqu'à maintenant 5% de parts dans le projet JLR. Jeudi soir, le groupe de recherche Who Profits a fait savoir que Veolia a liquidé ses 5% de parts dans le projet JLR.

Sous la pression de BDS, Veolia a raté de gros contrats avec des autorités locales en Europe, aux Etats-Unis et au Koweït. Des conseils municipaux dans toute l'Europe ont adopté des résolutions excluant la société des appels d'offre à cause de son implication dans les violations des droits de l'homme commises par Israël.

Suite au massacre d'Israël à Gaza à l'été 2014, par exemple, le conseil municipal de Koweït a exclu Veolia d'un appel d'offres d'une valeur de 750 millions de dollars pour le traitement des déchets solides.

Les dirigeants de Veolia ont reconnu que la campagne a fait perdre à la société « d'importants contrats », et des analystes financiers ont parlé à plusieurs reprises du coût financier de la campagne pour Veolia.

Fin 2013 la notation financière de Véolia a été dégradée en raison de sa dette colossale signalée à plus de 20 milliards de dollars – pratiquement la valeur totale des appels d'offre perdus par Veolia jusque-là.

Le coordinateur général du Comité national BDS palestinien (BNC), Mahmoud Nawajaa, a déclaré que le retrait complet de Veolia des projets israéliens illégaux était une victoire pour les militants des droits de l'homme qui ont fait pression sur la société :

« La campagne stratégique et ciblée du mouvement BDS a contraint l'une des plus grandes entreprises européennes à renoncer au marché israélien. »

« Le retrait d'Israël de Veolia sert d'exemple à toutes les entreprises qui sont complices dans les violations des droits de l'homme commises par Israël. C'est une victoire pour le mouvement BDS et tous nos partenaires d'autres mouvements pour les droits de l'homme qui ont aidé à faire pression sur l'entreprise. »

Nawajaa a ajouté : « Nous demandons une action en justice, par des associations spécialisées, contre Veolia pour l'obliger à payer des réparations aux communautés palestiniennes qui ont été lésées par ses violations du droit international. »

Le JLR est considéré comme l'une des plus dangereuses opérations coloniales israéliennes pour normaliser et renforcer le contrôle d'Israël sur la partie occupée de Jérusalem-Est et intégrer encore plus les colonies de la ville à l'état d'Israël. Le Conseil des droits de l'homme des Nations-Unies a considéré que ce projet était un service pour les colonies illégales d'Israël dans les Territoires palestiniens occupés. L'implication de Veolia dans ce projet, comme dans d'autres opérations illégales israéliennes, a rendu l'entreprise complice des violations du droit international commises par Israël.

La campagne BDS contre Veolia a été lancée à Bilbao, au Pays basque, en novembre 2008, pour pousser l'entreprise à mettre un terme à son implication dans les violations des droits de l'homme des Palestiniens par Israël.

En 2007, le groupe de solidarité français AFPS et l'Organisation de Libération de la Palestine ont poursuivi l'entreprise en justice en France pour la contraindre à mettre un terme à sa complicité dans les violations du droit international commises par Israël.

En plus de sa participation au JLR, Veolia a aussi été visé pour sa participation au traitement des déchets, aux services d'eau et au réseau de bus pour des colonies israéliennes illégales. Veolia a cédé le contrôle de ces chantiers à d'autres entreprises quand la pression de la campagne a augmenté.

Riya Hassan, le coordinateur européen du BNC, a dit : « Veolia reste une cible pour les syndicalistes, les écologistes et les militants qui luttent contre la privatisation, en raison de

ses mesures antisociales et de sa participation à la privatisation de l'eau publique. Tous ceux qui sont encore lésés par la politique de Veolia et luttent encore pour que sa responsabilité soit reconnue et pour obtenir des réparations peuvent toujours compter sur notre solidarité. Le mouvement BDS prend à cœur la solidarité entre les différentes causes. »

BNC

Source :
<http://www.bdsmovement.net/2015/bds-marks-another-victory-as-veolia-sells-off-all-israeli-operations-13270>